

L'intervention de l'Etat congolais dans la lutte contre la coupe du bois rouge. Cadre juridique et réalités

Par Mwenze Minza Martin et Mumba Kakudji Martial*

INTRODUCTION

La République démocratique du Congo est subdivisée en Vingt-six provinces parmi lesquelles huit renferment des forêts destinées à l'exploitation forestière du type industriel. Il s'agit notamment des provinces de l'Ituri, du Kasai, de l'Equateur, du Maï-ndombe, de la Mongala, de la Tshuapa, de la Tshopo et du Sud-Ubangi¹. Ces provinces forestières forment un bassin privilégié d'approvisionnement en bois destinés aux marchés internationaux et nationaux étant donné la prédominance de forêts primaires et l'ampleur d'activité d'exploitation du bois. Cependant, bien que n'ayant pas une vocation forestière proprement dite, la province du Haut- Katanga constitue un important point de sortie de bois pour l'étranger.

La province du Haut-Katanga connaît une coupe du bois rouge, dont les origines remontent à la nuit des temps. Elle a connu, de 2013 à 2017, un intérêt accru des commerçants internationaux en général et chinois en particulier. L'exploitation de cette espèce de bois, appelée par les scientifiques « *ptérocarpus tinctorius* », les communautés locales « *Mukula* » et par les exploitants forestiers « bois rouge », fait l'objet de nombreuses contrebandes dans cette partie de la République démocratique du Congo. Ce bois précieux, substitut du « bois de rose », est très prisé sur le marché en Chine et utilisé, notamment pour la fabrication des meubles de luxe.

La coupe du bois rouge s'est cependant effectuée dans des conditions difficiles, caractérisées notamment par des violations de la législation forestière en vigueur en RDC et des fraudes, allant jusqu'à entraîner l'interdiction du transit du bois coupé en RDC à travers la Zambie où, entre temps l'exploitation avait été interdite. Cette coupe du bois rouge repose largement sur des pratiques informelles allant de l'abattage de l'arbre à la vente des bois aux demandeurs.

En effet, l'arrêté provincial n°207/0124/Katanga du 13 décembre 2007 avait interdit toute coupe du bois dans l'ex-province du Katanga. La contestation des exploitants artisanaux, constitués en Association des Exploitants Artisanaux du Katanga, AEFAKAT, avait abouti à une légère concession du gouvernement provincial par un communiqué officiel du 5 août 2009 autorisant la coupe de bois durant trois mois, soit du 1^{er} août au 1^{er} septembre

* Martin Mwenze Minza, Professeur Associé à la faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université de Lubumbashi.

Mumba Kakudji Martial est Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Lubumbashi et Avocat au Barreau du Haut-Katanga, adresse E-mail : martialkakudji@yahoo.fr.

1 ERAIFT, *Etat des lieux des acteurs de la filière forêt-bois en République démocratique du Congo*, Kinshasa, FIB, 2019, p.17.

de chaque année. C'est dans ces conditions qu'il y a eu des contestations des exploitants forestiers et des commerçants chinois jusqu'à redémarrer la coupe du bois rouge dans une confusion de compétence entre les gouvernements central et provincial (octroi des autorisations d'achat, de vente et d'exportation de bois, certificat phytosanitaire, certificat d'origine, permis CITES (Convention internationale sur les espèces animales et végétales menacées d'extinction).....). L'intervention de l'Etat dans la coupe du bois rouge est-elle salvatrice pour la population congolaise?

Charlotte Benneker² estime que la formalisation de l'exploitation artisanale du bois constituerait une réelle opportunité pour la réduction de la pauvreté des populations riveraines des zones forestières. A ce jour, l'extraction de ce bois n'est pas encore autorisée, mais son exportation a repris. Les données ont été collectées grâce à la documentation existante et aux entretiens.

A. NOTION DE L'EXPLOITATION ARTISANALE DU BOIS

La réglementation forestière en vigueur ne donne pas une définition unique de l'exploitation forestière artisanale. La loi forestière définit plutôt l'exploitation comme l'activité d'abattre, de façonner et de transporter du bois ou tout autre produit ligneux ainsi que de prélever dans un but économique d'autres produits forestiers. Elle s'étend même sur l'utilisation de la forêt à des fins touristiques ou récréatives (Lumpungu et Massamba, 2009). L'exploitant forestier artisanal c'est toute personne de droit congolais qui a obtenu la qualité d'exercer l'activité d'exploiter le bois d'œuvre dans la forêt protégée notamment dans une aire de coupe ou dans une unité forestière artisanale aménagée conformément aux conditions réglementaires d'accès à la ressource forestière (Rem, 2012). L'article 5 de l'arrêté n° 084 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation de bois d'œuvre définit l'exploitation artisanale de bois comme celle opérée en dehors d'une concession forestière selon l'une de catégories ci-après :

- L'exploitation artisanale de première catégorie : est celle qui est opérée par une personne physique, de nationalité congolaise, sur un espace de coupe dont la superficie ne peut excéder Cinquante (50) hectares. Elle est caractérisée par l'utilisation de machette, hache, scie à long, tir fort et tronçonneuse.
- L'exploitation artisanale de deuxième catégorie : est celle qui est pratiquée dans une unité forestière artisanale, conformément à la réglementation en vigueur, par une personne physique de nationalité congolaise ou une société de droit congolais dont le capital est constitué d'une participation majoritaire des nationaux. Elle est caractérisée par l'utilisation du matériel spécifique d'exploitation formé principalement d'une tronçonneuse et/ou d'une scie mobile à l'exception des engins en roue et/ou en chenille.

2 Charlotte Benneker et alii, *Le bois à l'ordre du jour. Exploitation artisanale de bois d'œuvre en République démocratique du Congo : Secteur porteur d'espoir pour le développement des petites et moyennes entreprises*, Kinshasa, Véronique Simar, 2012, p.5.

L'exploitation artisanale de la forêt participe à la logique de satisfaction des exigences socioéconomiques des populations tant que celles-ci se restreignent à un usage modéré de la forêt, en vue d'en assurer la pérennité (TROPENBOS INTERNATIONAL, 2014).

I. Catégorisation des exploitants artisanaux

Selon la loi en vigueur en RDC, il existe deux catégories d'exploitant à savoir :

- Exploitation artisanale de première catégorie : Est celle qui est opérée par une personne physique, de nationalité congolaise, sur un espace de coupe dont la superficie ne peut excéder cinquante (50) hectares. Elle est catégorisée par l'utilisation de machette, hache, scie de long, tir fort ou tronçonneuse. Elle s'effectue via un permis de coupe artisanale de la première catégorie qui donne à son titulaire le droit de couper du bois d'œuvre dans une forêt protégée. Elle ne peut couvrir qu'une superficie allant de dix (10) à cinquante (50) hectares.
- Exploitation artisanale de deuxième catégorie : Est celle qui est pratiquée dans une unité forestière artisanale, conformément à la réglementation en vigueur en la matière, par une personne physique de nationalité congolaise ou une société de droit congolais dont le capital social est constitué d'une participation majoritaire des nationaux. Elle se caractérise par l'utilisation du matériel spécifique d'exploitation formé principalement d'une tronçonneuse et/ou d'une scie mobile, à l'exception des engins à roue ou à chenille. Elle porte sur une aire de coupe de cent (100) à cinq-cents (500) hectares. Elle s'effectue via un permis de coupe artisanale de deuxième catégorie qui donne à son titulaire le droit de prélever, pour une période d'un (1) an allant du 1^{er} janvier au 31 décembre, du bois dans une assiette annuelle de coupe à l'intérieur d'une unité forestière, conformément au plan d'aménagement forestier. Ils peuvent être prolongés d'une année à la suite d'une demande dûment motivée du titulaire adressé à l'administration forestière provinciale.

Mais d'après les échanges réalisés avec plusieurs personnes ressources, le secteur forestier artisanal est composé de trois catégories d'exploitants notamment : les exploitants professionnels, les nantis et les opportunistes.

- Exploitants professionnels : regroupe les personnes physiques qui exploitent le bois en respectant les lois du pays. Ils s'acquittent normalement de leurs obligations légales et fiscales;
- Exploitants nantis : regroupe des personnes appelées « intouchables ». Ils exploitent le bois selon leur propre désir. Ce sont des hommes politiques puissants, des personnes se réclamant être des membres de leurs familles ou leurs amis ou encore des officiers supérieurs de police et des forces armées. Le respect des textes légaux n'est pas leur priorité. Ils préfèrent l'utilisation du clientélisme et/ou de la force dans leurs activités. Ils font la concurrence aux bois exploités par les exploitants professionnels;
- Exploitants opportunistes : regroupe souvent des personnes à congé technique, des retraités et d'autres personnes qui, pour répondre aux besoins de la vie, ne trouvent aucune

solution en dehors de l'exploitation de bois. Ils sont moins ou pas du tout informés sur les principes de l'exploitation du bois. C'est la méconnaissance des textes légaux qui les différencient des autres.

Si l'on adjoint à l'exploitation artisanale le qualificatif d'une activité illégale, c'est parce que, en un moment donné, on n'arrive pas à faire une distinction entre ces trois catégories d'acteurs. La tendance actuelle montre que même les professionnels dans le travail ont commencé à emprunter le schéma des nantis. En principe, une exploitation artisanale est qualifiée d'illégale, soit à cause de la validité de l'autorisation détenue, soit de la qualité de la personne qui opère et des moyens matériels mis en place pour ce faire ou même des pratiques qui en découlent.

B. ETAT DES LIEUX DE LA COUPE DU BOIS ROUGE DANS LA PROVINCE DU HAUT-KATANGA

Il s'observe une exploitation illégale du bois rouge dans la province du Haut-Katanga. Plus de 100 hectares de forêt sont coupés chaque jour dans les territoires de Kasenga et de Pweto menaçant ainsi le parc national de Kundelungu. Et des camions sont mobilisés pour transporter du bois rouge vers la Chine. Cette coupe illégale du bois rouge pourrait causer, entre autres, la sécheresse.

Quelques Chinois utilisent des Congolais désœuvrés et transportent jusqu'à cinq camions de bois par jour. La ville de Lubumbashi est considérée comme la plaque tournante où sont stockées les grumes vers la Tanzanie, la Namibie ou l'Afrique du Sud en passant par la Zambie. De là, elles seront chargées dans des bateaux à destination de la ville de Zhangjiagang, province du Jiangsu en Chine.

Ces bois sont coupés et exportés sans respecter le cadre juridique de la République démocratique du Congo en la matière, moins encore la lutte contre le réchauffement climatique et celle contre l'impunité.

Bon nombre de témoignages l'attestent notamment celui des Députés en janvier 2017, membres de la Commission environnement, ressources naturelles et tourisme de l'Assemblée nationale, en mission de travail à Lubumbashi (Haut-Katanga) avaient confirmé, en janvier 2017, que le trafic du bois rouge se fait d'une manière illicite dans la province du Haut-Katanga. Ils s'insurgent contre le fait que certains congolais couvrent certains Chinois pour les épargner de certaines taxes en les parrainant. De fois, ces bois sont mis dans les conteneurs sans surveillance de l'Etat. Il arrive aussi que ce bois sans permis de coupe soit coupé et exporté sans moindre transformation. Cette coupe illicite du bois rouge fait perdre au trésor public beaucoup d'argent.

Il sied cependant de noter que certaines violations du cadre juridique sont commises par le cabinet du Ministre national de l'environnement et développement durable, qui se substitue à l'administration pour délivrer aux commerçants et exportateurs les autorisations d'achat, vente et exportations du bois pour des quantités dépassant largement les capacités de production des aires de coupe légalement attribués.

Au sein de l'administration centrale en charge des forêts, la Direction de Gestion Forestière (DGF) allait au-delà de ses prérogatives en délivrant aux exportateurs de bois des certificats d'origine du bois (sensé rassurer l'acheteur à l'extérieur de la RDC sur la légalité des conditions d'extraction du bois) sans une vérification effective de l'origine de ce bois. De même, le certificat phytosanitaire (destiné à certifier que le bois n'était pas porteur de maladies) était aussi délivré, sans que le bois n'ait été traité. (Il suffisait donc que l'exportateur paie pour que ces documents lui soient octroyés).

En province, il faut noter que depuis 2007, l'ensemble des Gouverneurs qui se sont succédés à la tête de l'ex province du Katanga, et de celle du Haut-Katanga par la suite, (A l'exception de Monsieur Félicien Katanga en 2012), se sont illustrés par des mesures illégales prises dans le secteur de l'artisanat du bois, à savoir, Interdiction de toute coupe de bois d'œuvre (2007), refus de délivrer les actes d'agrément et les permis de coupe aux exploitants (de 2007 à ce jour), augmentation unilatérale de frais des permis de coupe (2016) et suspension de l'exportation du Mukula (2019).

L'administration provinciale en charge des forêts est dépourvue des ressources humaines et matérielles suffisantes pour surveiller les immenses forêts où durant toute la période du « boom », régnaient en maîtres un nouveau type d'exploitant forestier artisanal; les intouchables. Munis des documents délivrés par le Ministère national de l'environnement et développement durable à Kinshasa, ils s'adressaient directement aux chefs des villages ou à des jeunes rencontrés dans ces localités. Les coupes étaient toujours effectuées en dehors des aires légalement attribués par l'administration. Les parcs nationaux et autres aires protégées n'étaient pas non plus épargnés. Les agents de l'administration provinciale qui essayaient de s'interposer étaient menacés, voir brutalisés physiquement.

En ce qui concerne la commercialisation de ce bois vers la Chine, des réseaux mafieux se sont vite constitués entre la RDC et la Zambie où la coupe du bois rouge était suspendue. Puisqu'on pouvait obtenir en RDC tous les documents nécessaires à l'exportation sans même que l'administration n'ait vérifié l'existence du bois, ces documents servaient de fois pour l'exportation du bois clandestinement coupé en Zambie.

Les exploitants artisanaux œuvrant avec l'autorisation de l'administration ne pouvaient s'empêcher de tricher non plus; Parce qu'il n'était pas possible d'obtenir les quantités mentionnées sur les documents obtenus des autorités centrales dans les aires légalement attribuées par l'administration provinciale, ceux-ci coupaient également en dehors des aires de coupe qui leur étaient attribués.

Voilà pourquoi, en mai 2017, l'ancien Président de la République, son Excellence Joseph KABILA avait décidé de suspendre l'exploitation du bois rouge.

C. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE L'EXPLOITATION DU SECTEUR FORESTIER EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Quelques textes juridiques de base du secteur forestier en République démocratique du Congo ont retenu notre attention. Il s'agit de :

- Loi n°011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier : Le code forestier organise les modes d'accès à l'espace et à la ressource forestière, tant à des fins d'exploitation industrielle du bois d'œuvre qu'à des fins d'exploitation artisanale et, en même temps, ouvre la voie aux usages alternatifs des forêts, dont notamment l'utilisation des forêts à des fins culturelles, de bio-prospection, de conservation, de récréation, de séquestration de carbone;
- Arrêté ministériel n° CAB/MIN/AF. F-E. T/194/MAS/02 du 14 mai 2002 portant suspension de l'octroi des allocations forestières. Cet arrêté établit la suspension de l'octroi des allocations forestières (Garantie d'approvisionnement et lettre d'intention) tout en fixant les critères préalables à sa levée;
- Décret n° 05/116 du 24 octobre 2005 fixant les modalités de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière et portant extension du moratoire en matière d'octroi des titres d'exploitation forestière. Ce décret a pour objet de fixer la procédure de conversion des anciens titres forestiers (Garantie d'approvisionnement et lettre d'intention) ainsi que les critères additionnels à la levée du moratoire sur l'octroi des allocations forestières;
- Décret n° 011/26 du 20 mai 2011 portant obligation de publier tout contrat ayant pour objet les ressources naturelles. Ce décret établit l'obligation incombant à l'Etat de publier tout contrat conclu entre lui, une entreprise du portefeuille et/ou plusieurs partenaires privés nationaux ou étrangers, de droit privé ou public, et ayant pour objet la recherche, l'exploration ou l'exploitation d'une ressource naturelle;
- Loi n° 011/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'environnement. Cette loi fixe les principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement, conformément à l'article 123 point 15 de la Constitution du 18 février 2006. Elle vise à favoriser la gestion durable des ressources naturelles, à prévenir les risques, à lutter contre toutes les formes de pollutions et nuisances et, à améliorer la qualité de la vie des populations dans le respect de l'équilibre écologique;
- Loi n° 14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature. Cette loi fixe, conformément à l'article 202, point 36, *littera f*, de la Constitution, les règles relatives à la conservation de la diversité biologique, à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs ainsi qu'à l'accès et au partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources biologiques et génétiques;
- Décret n° 14/018 du 02 août 2014 fixant les modalités d'attribution des concessions forestières aux communautés locales. Ce décret a pour objet de fixer les modalités d'attribution du statut de concession forestière aux forêts situées sur les terres occupées par les communautés locales. A ce titre, il détermine les conditions préalables à l'acquisition d'une concession forestière par une communauté locale ainsi que la procédure relative à l'attribution de ladite concession;
- Arrêté ministériel n°034/CAB/MIN/EDD/03/03/BLN/2015 du 03 juillet 2015 fixant la procédure d'élaboration, de vérification, d'approbation, de mise en œuvre et de suivi du plan d'aménagement d'une concession forestière de production de bois d'œuvre. Cet

arrêté fixe la procédure d'élaboration, de vérification, d'approbation, de mise en œuvre et de suivi du plan d'aménagement d'une concession forestière de production de bois d'œuvre;

- Arrêté ministériel n°025/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 09 février 2016 portant dispositions spécifiques relatives à la gestion et à l'exploitation de la concession forestière des communautés locales. Cet arrêté fixe les dispositions spécifiques relatives à la gestion durable et à l'exploitation de la concession forestière de communauté locale;
- Arrêté ministériel n°84/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre. Cet arrêté fixe les conditions de production des bois d'œuvre ainsi que les règles suivant lesquelles les forêts concernées sont exploitées. A cette fin, il prévoit le régime d'exploitation des bois d'œuvre, les conditions d'accès à la ressource ligneuse, l'autorisation d'exploitation, les modalités de sous-traitance des activités liées à l'exploitation, les règles d'exploitation ainsi que les mesures visant à assurer la traçabilité des bois d'œuvre.

A la base se trouve la fiscalité forestière. Elle s'entend comme un ensemble de prélèvements financiers opérés par les services de l'Etat auprès des opérateurs économiques opérant dans le domaine forestier. Ces prélèvements sont prévus dans les divers textes juridiques dont le code forestier de 2002 et ses textes d'application. Ces derniers sont constitués par :

- Décret n°08/09 du 08 avril 2008 fixant la procédure d'attribution des concessions forestières;
- Décret n°08/08 du 08 avril 2008 fixant la procédure de classement et de déclassement des forêts;
- Décret n°09/24 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds Forestier National, en abrégé FFN;
- Décret n° 14/018 du 02 août 2014 fixant les modalités d'attribution des concessions forestières aux communautés locales;
- Arrêté ministériel n°21/CAB/MIN/ECNT/15/JEB/08 portant normes relatives aux installations à implanter dans les concessions forestières;
- Arrêté n°056/Cab/Min/Aff-ECpf/01/00 du 28 mars 2000 portant réglementation du commerce international des espèces de la faune et de la flore menacées d'extinction (CITES);
- Arrêté ministériel n°/Cab/min/af.f.e.t /039/2001 du 07 novembre 2001 portant création et organisation d'un service public dénommé « Centre de Promotion du Bois » en abrégé «C.P.B.»;
- Arrêté ministériel 104 Cab/Min/Af.F.E.T/260/2002 du 03 octobre 2002 fixant la procédure des transactions en matière forestière;
- Arrêté ministériel N°Cab/Min.Af.F.E.T/261/2002 du 03 octobre 2002 portant organisation et fonctionnement du Cadastre Forestier;

- Arrêté ministériel n° 034/CAB/MIN/EDD/03/03/BLN/2015 du 03 juillet 2015 fixant la procédure d'élaboration, de vérification, d'approbation, de mise en œuvre et de suivi du plan d'aménagement d'une concession forestière de production de bois d'œuvre;
- Arrêté ministériel n°84/CAB/MIN/ECN-DD/C. J/RBM/2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre;
- Arrêté ministériel n°CAB/MIN/AF.F-E.T/276/2002 du 05 novembre 2002 déterminant les essences forestières protégées;
- Arrêté ministériel n°102/CAB /MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 16 juin 2009 fixant les règles et les formalités du contrôle forestier;
- Arrêté 028/2008 fixant les modèles de contrat de concession d'exploitation des produits forestiers et des cahiers des charges y afférents;
- Arrêté ministériel 072/CAB/MIN/EDD/DRCE/00/AAN/2018 du 12 novembre 2018 fixant le modèle d'accord constituant la clause sociale du cahier des charges du contrat de concession forestière;
- Arrêté ministériel n°001/CAB/Min/EDD/BLN/2015 du 05 janvier 2015 portant fixation de modalité des perceptions de taxes dues au fond forestier national.

D'autres textes légaux et réglementaires qui contiennent des dispositions fiscales s'appliquant au secteur forestier en République démocratique du Congo, sont notamment :

- L'ordonnance-loi n°13/001 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées ainsi que leurs modalités de répartition;
- L'ordonnance-loi n°13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central;
- Les ordonnance-loi n°018/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central et n° 018/004 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances des provinces;
- Le code général des impôts;
- Le code des douanes.

Tableau 1 : Régime fiscal du code forestier

Prélèvement	Assujetti	Assiette
Redevance de superficie forestière	Titulaire des superficies concédées	Superficie concédée
Taxe d'abattage	Titulaire des permis de coupe des bois d'œuvre	Volume des bois abattus en dehors d'une concession
Taxe sur permis artisanal de coupe de bois d'œuvre	Exploitant artisanal	La superficie
Taxe sur PCIBO	Exploitant industriel	Autorisation

Taxe sur duplicata des permis d'exploitation/d'implantation	Titulaire du permis	Duplicata
Taxe pour délivrance d'un certificat phytosanitaire	Titulaire du certificat	Demande de certificat
Amandes transactionnelles	L'exploitant en infraction	Violation des dispositions du code forestier

En plus des prélèvements spécifiques du code forestier, le secteur forestier est également soumis à la fiscalité du droit commun.

Tableau 2 : Régime fiscal du droit commun appliqué à l'exploitation du bois

Prélèvement	Fondement juridique
Impôt exceptionnel sur rémunération des Expatriés (IER)	Ordonnance-loi n°69-007 du 10 juillet 1979 telle modifiée à ce jour par : L'ordonnance n°76/072 du 26 mars 1976; L'ordonnance-loi n°81-009 du 27 mars 1981 Loi n°005/2003 du 13 mars 2003
Impôt professionnel sur les rémunérations (IPR)	Code des impôts, article 27
Impôt mobilier	Code des impôts, article 13 et frappe les revenus des capitaux mobiliers investis en RDC (d'origine nationale ou étrangère investis en RDC). Il concerne, de manière limitative : Les dividendes et les revenus des parts des associés non actifs dans les sociétés autres que par action; dividendes et autres distributions Les intérêts d'obligations et les intérêts des capitaux empruntés à des fins professionnelles Les tantièmes Les redevances nettes
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) Droits de douane à l'exportation (droits de sortie)	Impôt général sur la consommation, introduit dans le système fiscal congolais en 2010 par l'Ordonnance-loi n°10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée. Régis par la Loi n°13/003 du 11 janvier 2013 portant ratification de l'ordonnance-loi n°012/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des douanes et des taxes à l'exportation
Droits de douane à l'importation	Les droits de douane à l'importation sont régis par la Loi n°13/002 du 11 janvier 2013 portant ratification de l'ordonnance-loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des douanes et des taxes à l'importation
Taxe d'implantation	La Loi n°11/009 du 9 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'Environnement; L'Ordonnance-Loi n°13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central

Taxe rémunératoire annuelle	La Loi n°11/009 du 9 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'Environnement; L'Ordonnance-Loi n°13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central
Taxe de navigation	L'Ordonnance-Loi n°13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central
Taxe spéciale de circulation routière	Ordonnance-loi n°13/001 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevance des provinces et des entités territoriales Décentralisées
Impôt réel sur les véhicules (vignette)	Ordonnance-loi n°13/001 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevance des provinces et des entités territoriales Décentralisées

Tableau 3 : Taux des droits, taxes et redevances appliqués à l'exploitation du bois

Acte Generateur	Taux (Equivalent En Francs Congolais)
Autorisation d'achat de bois d'œuvre coupé par un exploitant artisanal disposant d'un permis de coupe	2500\$
Autorisation de vente de bois d'œuvre coupé par un exploitant artisanal disposant d'un permis de coupe	2500\$
Autorisation d'achat de bois d'œuvre pour un exploitant forestier détenteur d'un titre forestier	3000\$
Autorisation de vente de bois d'œuvre pour un exploitant forestier détenteur d'un titre forestier	3000\$
Autorisation d'exportation de bois d'œuvre coupé par un exploitant artisanal disposant d'un permis de coupe	2500\$
Autorisation d'exportation de bois d'œuvre coupé par un tout autre opérateur économique non exploitant	3000\$
Autorisation d'achat de bois d'œuvre par un opérateur économique non exploitant	10.000\$
Autorisation de vente de bois d'œuvre par un opérateur économique non exploitant	10.000\$
Autorisation d'exportation de bois d'œuvre par un opérateur économique non exploitant	10.000\$
Pénalité et/ou amendes transactionnelles	Le double ou quintuple des droits dus

Dans une activité lucrative, l'absence de la réglementation et du contrôle entraîne l'anarchie. Le contrôle, surtout de la légalité de bois, est d'une importance capitale pour l'avenir des forêts congolaises. Réalisé dans le respect de la loi, il peut amener l'air respirable aux entreprises et faire profiter à la caisse de l'Etat. Mais, hors limites légales, le contrôle devient symbole de la tracasserie. L'efficacité dans le contrôle est tributaire de l'effectif des équipes de terrains affectées à cette tâche qui, malheureusement, est très insignifiant.

Voici quelques infractions inventoriées par les services étatiques :

- Coupe hors limite;
- Sous-évaluation de volume;
- Blanchissement de bois;
- Abandon de bois;
- Fraude documentaire;
- Non-respect de quota de transformation (la transformation locale de bois annuelle doit atteindre 70 % de la production d'une société pendant 10 ans à compter la date d'ouverture de la société);
- Fraude fiscale.

Vu ce qui précède, nous recommandons les actions suivantes :

Au Gouvernement central :

- Des allocations de ressources financières en ligne avec la lutte contre le réchauffement climatique et celle contre l'impunité;
- L'utilisation d'un identifiant fiscal unique par les différentes régies financières;
- Des recettes mobilisées au sein du Ministère puis collectées par la DGRAD;
- Des rétrocessions reversées aux services d'assiette. Une réflexion sur l'assouplissement du processus de rétrocession, afin de faciliter les sources de financement régulières aux entités du secteur. Ceci passera notamment par une plus grande informatisation pour accélérer et fiabiliser la circulation de l'information.

Au Ministère de l'Environnement et Développement Durable et des entités spécialisées :

- Mettre fin aux irrégularités en ce qui concerne l'octroi des autorisations d'achat, vente et exportation de bois;
- La mise en place par le Ministère de l'Environnement et Développement Durable de procédures et de mécanismes formalisés, clairs et transparents pour permettre un meilleur suivi;
- La mise en place par les entités du secteur d'un système performant de gestion financière (comportant un logiciel comptable fiable; des procédures formalisées claires, intégrant les bonnes pratiques de gestion);
- La mise en place des fonctions de contrôle interne et d'audit interne performantes.

Aux institutions politiques provinciales de (d') :

- Implanter à Lubumbashi un bureau chargé de mettre en place des mécanismes de traçabilité du bois afin de réduire l'exploitation clandestine du bois rouge;

- -Promouvoir la transparence dans la gestion des paiements des revenus forestiers;
- Vulgariser les informations sur les revenus forestiers perçus par l'Etat et versés par les exploitants forestiers, ceci pour une meilleure accessibilité du public et des acteurs de la société civile aux informations financières relatives à l'exploitation des ressources forestières locales;
- Doter la coordination provinciale de l'environnement des moyens matériels et humains conséquents afin d'améliorer la gestion des forêts;
- Associer les organisations de la société civile et les communautés locales aux choix et décisions relatifs au développement des projets forestiers, notamment par la mise en œuvre de mécanismes de régulation garantissant l'expression du consentement préalable et le droit à l'information des communautés locales;
- Mettre en place un comité chargé du suivi de la mise en œuvre des dispositions du code forestier;
- Assurer la formation des cadres en gestion et suivi environnemental des activités forestières;
- Mettre en place le plan de développement communautaire dans les zones forestières.

Aux Cours et Tribunaux de :

- Mettre fin à l'anarchie qui caractérise ce secteur en envisageant des sanctions exemplaires contre les services de l'Etat qui affichent une défaillance dans leurs missions car la corruption soudoie certaines personnalités politiques et hommes d'affaires influents;
- Diligenter des enquêtes contre les exploitants forestiers en général et chinois en particulier qui jouissent d'une impunité en rapport avec non seulement des violations du cadre légal de la coupe du bois rouge mais aussi des actes répréhensibles commis sur leurs ouvriers et les populations riveraines.

Aux communautés locales de :

- Réaffirmer leur volonté d'intégrer la dynamique de développement du secteur forestier auprès des pouvoirs publics;
- Pousser les exploitants à se conformer aux prescriptions légales sur la conclusion des cahiers de charges avec les communautés locales;
- Jouer leur rôle d'exploitants en s'abstenant d'être des simples prête-noms des commerçants chinois;
- Collaborer avec des ONG locales ou internationales dans la perspective d'identifier des projets de développement communautaire novateurs, à même d'induire un développement socio-économique viable et durable, et suscitant l'implication des opérateurs forestiers.

A la Société civile de :

- D'échanger avec toutes les parties prenantes à la coupe du bois rouge, que des actions concrètes soient initiées dans le sens de favoriser le respect des lois établies en République Démocratique du Congo par les investisseurs;

- Réaffirmer son rôle en tant qu'organisme de défense des droits des communautés en particulier pour ce qui a trait à la répartition et à la gestion des revenus et contributions issus de l'exploitation des ressources forestières;
- Renforcer les capacités de ses membres en matière de suivi, de contrôle et de gestion de la fiscalité forestière et des revenus forestiers, des impacts tant environnementaux que sociaux des projets forestiers;
- De lutter contre la corruption, le clientélisme et la non transparence dans le processus d'attribution des titres forestiers, la signature des contrats et la gestion des revenus forestiers;
- De privilégier le dialogue et la concertation entre les parties prenantes (Etat, exploitants forestiers, communautés locales) directement concernées par le développement des projets forestiers, notamment sur les questions relatives aux retombées économiques, environnementales et sociales, et la responsabilité des acteurs considérés quant à leur prise en charge;
- D'interagir avec les ONG internationales impliquées dans le secteur forestier, notamment Greenpeace afin de bénéficier d'un effet d'expérience avérée en matière de prévention et de protection contre les impacts environnementaux et sociaux des projets forestiers, d'assistance aux communautés locales directement affectées par l'activité forestière, de respect des droits de l'Homme, de promotion du développement au moyen de l'extraction forestière.

CONCLUSION

Le développement du rôle de l'Etat dans la collectivité nationale et son intervention dans la lutte contre la coupe du bois rouge ne doivent connaître aucune intermittence. En tenant compte des évidences, la coupe du bois rouge devrait se plier à un cadre juridique de plus en plus exigeant et suivi.

Des efforts de la mise en place d'une gouvernance administrative durable devraient être fournis. Dans l'exploitation du bois rouge, l'individu est appelé à constater la présence de l'Etat. Ce dernier assure la prééminence de l'intérêt général de la collectivité sur les intérêts particuliers des individus pour savoir avec exactitude les limites à ne pas dépasser dans l'utilisation de la puissance publique pour que soient respectés ces mêmes intérêts particuliers dans ce qu'ils ont de légitime.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- Arrêté ministériel n° 028/2008 fixant les modèles de contrat de concession d'exploitation des produits forestiers et des cahiers des charges y afférents;
- Arrêté ministériel n° 072/CAB/MIN/EDD/DRCE/00/AAN/2018 du 12 novembre 2018 fixant le modèle d'accord constituant la clause sociale du cahier des charges du contrat de concession forestière;

- Arrêté ministériel n° 104 Cab/Min/Af.F-E.T/260/2002 du 03 octobre 2002 fixant la procédure des transactions en matière forestière;
- Arrêté ministériel n° 034/CAB/MIN/EDD/03/03/BLN/2015 du 03 juillet 2015 fixant la procédure d'élaboration, de vérification, d'approbation, de mise en œuvre et de suivi du plan d'aménagement d'une concession forestière de production de bois d'œuvre;
- Arrêté ministériel n° CAB/MIN/AF. F-E. T/194/MAS/02 du 14 mai 2002 portant suspension de l'octroi des allocations forestières;
- Arrêté ministériel n°/Cab/min/af.f-e.t /039/2001 du 07 novembre 2001 portant création et organisation d'un service public dénommé « Centre de Promotion du Bois » en abrégé «C.P.B.»;
- Arrêté ministériel n°001/CAB/Min/EDD/BLN/2015 du 05 janvier 2015 portant fixation de modalités des perceptions de taxes dues au fond forestier national;
- Arrêté ministériel n°025/CAB/MIN/ECN-DD/CJ/00/RBM/2016 du 09 février 2016 portant dispositions spécifiques relatives à la gestion et à l'exploitation de la concession forestière des communautés locales;
- Arrêté ministériel n°102/CAB /MIN/ECN-T/15/JEB/09 du 16 juin 2009 fixant les règles et les formalités du contrôle forestier;
- Arrêté ministériel n°21/CAB/MIN/ECNT/15/JEB/08 portant normes relatives aux installations à implanter dans les concessions forestières;
- Arrêté ministériel n°84/CAB/MIN/ECN-DD/C. J/RBM/2016 du 29 octobre 2016 portant conditions et règles d'exploitation des bois d'œuvre;
- Arrêté ministériel n°Cab/Min.Af.F.E.T/261/2002 du 03 octobre 2002 portant organisation et fonctionnement du Cadastre Forestier;
- Arrêté ministériel n°CAB/MIN/AF.F-E.T/276/2002 du 05 novembre 2002 déterminant les essences forestières protégées;
- Arrêté n°056/Cab/Min/Aff-ECpf/01/00 du 28 mars 2000 portant réglementation du commerce international des espèces de la faune et de la flore menacées d'extinction (CITES);
- Décret n° 011/26 du 20 mai 2011 portant obligation de publier tout contrat ayant pour objet les ressources naturelles;
- Décret n° 05/116 du 24 octobre 2005 fixant les modalités de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière et portant extension du moratoire en matière d'octroi des titres d'exploitation forestière;
- Décret n° 14/018 du 02 août 2014 fixant les modalités d'attribution des concessions forestières aux communautés locales;
- Décret n° 14/018 du 02 août 2014 fixant les modalités d'attribution des concessions forestières aux communautés locales;
- Décret n°08/08 du 08 avril 2008 fixant la procédure de classement et de déclassement des forêts;
- Décret n°08/09 du 08 avril 2008 fixant la procédure d'attribution des concessions forestières;
- Décret n°09/24 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds Forestier National, en abrégé FFN;
- Loi n° 011/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'environnement;
- Loi n° 14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature;

Loi n°011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier de la République démocratique du Congo;
Ordonnance-loi n°018/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central et n° 018/004 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances des provinces.
Ordonnance-loi n°13/001 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées ainsi que leurs modalités de répartition;
Ordonnance-loi n°13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central;
Charlotte Benneker et alii, Le bois à l'ordre du jour. Exploitation artisanale de bois d'œuvre en République démocratique du Congo : Secteur porteur d'espoir pour le développement des petites et moyennes entreprises, Kinshasa, Véronique Simar, 2012;
ERAIFT, Etat des lieux des acteurs de la filière forêt-bois en République démocratique du Congo, Kinshasa, FIB, 2019.